

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N°2026/065T

Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de circulation, dans le cadre de travaux dans les chambres télécom, au 10 boulevard de la Paix à Poissy et au 18-22-42 et 54 boulevard Victor Hugo à Poissy, le 2 février 2026

Le Maire,

Vu la demande en date du 19 janvier 2026, par laquelle la Société TLK Réseaux, sollicite des mesures d'interdiction de stationnement et de restriction de circulation, afin d'effectuer des travaux dans les chambres télécom, au 10 boulevard de la Paix et au 18-22-42 et 54 boulevard Victor Hugo à Poissy, le 2 février 2026,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018 réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans diverses voies,

Vu l'arrêté permanent n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux dans les chambres télécom doivent être réalisés par la Société TLK Réseaux, au 10 boulevard de la Paix à Poissy et au 18-22-42 et 54 boulevard Victor Hugo à Poissy, le 2 février 2026,

Considérant que, dans ce cadre, la Société TLK Réseaux utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 :

Le 2 février 2026, le stationnement sera interdit de part et d'autre des chambres télécom, dans le cadre des travaux au 10 boulevard de la Paix à Poissy et au 18-22-42 et 54 boulevard Victor Hugo à Poissy, sauf pour la Société TLK Réseaux.

Article 2 :

Le 2 février 2026, dans le cadre des travaux réalisés dans les chambres télécom, un rétrécissement de chaussée sera mis en place au 10 boulevard de la Paix à Poissy et au 18-22-42 et 54 boulevard Victor Hugo à Poissy.

Article 3 :

Le 2 février 2026, la Société TLK Réseaux devra mettre en place une déviation piétonne sécurisée de part et d'autre des travaux réalisés dans les chambres télécom.

Article 4 :

Le 2 février 2026, la Société TLK Réseaux sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 5 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 7 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 9 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 20 janvier 2026

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 20/01/2026